

Unité bidépartementale Eure Orne
Cité administrative Place Bonet CS 40020
61000 Alençon

Alençon, le 06/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOLAIPA

Les Clos Tords
61120 Vimoutiers

Références : 61-2025-0149
Code AIOT : 0005302798

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/09/2025 dans l'établissement SOLAIPA implanté Les Clos Tords 61120 VIMOUTIERS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre des prescriptions sur les rejets atmosphériques de la directive IED, pour se conformer aux valeurs limites d'émission des rejets de poussières prescrites par la rubrique 3642-3, l'entreprise SOLAIPA a envoyé à l'inspection un dossier de porter à connaissance ayant pour objectif de présenter les modifications concernant les conditions d'exploitation de la SOCIETE LAITIERE DU PAYS D'AUGE - SOLAIPA sans qu'il en résulte un caractère de substantialité.

Ces projets consistent :

- à réhabiliter entièrement la tour de séchage n°1 (à l'arrêt depuis 2017) en y intégrant un filtre à manche,
- à remplacer 3 tours de refroidissement,
- à déclarer la suppression du GPL pour le chauffage du garage Poids lourds/véhicules légers,

- à informer du retrait des piézomètres de la rubrique IOTA 1.1.1.0.

L'inspection a pour objectif de constater la mise en place du filtre à manche sur la tour de séchage n°1 et la conformité des rejets de poussières.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOLAIPA
- Les Clos Tords 61120 VIMOUTIERS
- Code AIOT : 0005302798
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Créé en 1960, l'établissement SOLAIPA qui appartient au groupe Lactalis est implanté dans une zone industrielle située au Nord-Ouest de Vimoutiers. Le site qui emploie 80 personnes exerce deux activités principales :

- le traitement (pasteurisation, écrémage, concentration) des excédents de lait collecté par Lactalis pour ses différents sites de production. Environ 200 millions de litres de lait de vache sont ainsi traités chaque année. Les produits issus de cette activité sont destinés à l'alimentation humaine ;
- la fabrication de poudre de lactosérum par séchage de lactosérum doux et acide (production de 50 000 tonnes environ de poudre par an).

L'arrêté préfectoral d'autorisation régissant le fonctionnement de l'établissement date du 2 octobre 2003, complété le 17 octobre 2006 (épandage des boues produites par la station d'épuration des effluents industriels), le 13 mai 2008 (installations aéroréfrigérantes) et le 19 novembre 2010 (installations de combustion).

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Sobriété hydrique
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection a informé l'exploitant qu'il était assujéti aux mesures de restriction de consommation d'eau prescrites par l'arrêté préfectoral définissant le cadre de mesures de limitation progressive des usages de l'eau en période de sécheresse dans les zones d'alerte départementale du 11 juillet 2023 et son arrêté complémentaire du 1^{er} août 2024.

Par ailleurs, l'inspection a informé l'exploitant que l'article 10 de l'arrêté préfectoral sus nommé permettait aux entreprises de demander une dérogation aux restrictions qui sera instruite par l'inspection en tenant compte des efforts faits par le demandeur pour optimiser sa consommation d'eau.

Il n'y avait pas de restriction sécheresse à Vimoutiers le jour de l'inspection.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Point n°1 : VLE et surveillance des rejets dans l'air	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 17.3	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Point n°2 : Valeurs limites de rejet des eaux industrielles résiduelles	Arrêté Préfectoral du 02/10/2003, article 14.9	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Point n°5: confinement des eaux polluées	Arrêté Préfectoral du 02/10/2003, article 14.14	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Point n°3: périodicité des mesures de rejets des eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 02/10/2003, article 14.11	Sans objet
4	Point n°4: transmission de l'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 02/10/2003, article 14.12	Sans objet
6	Point n°6: Légionelle	Code de l'environnement du 14/12/2013, article 26	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant prévoit la fin des travaux, la mise en service de la tour de séchage n°1 et l'arrêt de la tour de séchage n°3 à la fin du premier semestre 2026 alors que son planning prévisionnel annoncé dans son dossier de porter à connaissance prévoyait une mise en service en septembre 2025.

- Un arrêté de mise en demeure est proposé à la signature de monsieur le préfet sur ce point imposant à l'exploitant de se conformer à la réglementation sous trois mois.

L'inspection a constaté des non conformités sur l'autosurveillance des rejets aqueux.

- L'exploitant doit mettre en place un programme d'actions pour respecter les VLE des rejets aqueux ou déposer une demande afin d'augmenter les volumes rejetés dans le cadre d'un dossier de porter à connaissance.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Point n°1 : VLE et surveillance des rejets dans l'air

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 17.3
Thème(s) : Risques chroniques, rejets de poussières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les émissions canalisées dans l'air (VLE) et surveillances des rejets canalisés dans l'air . <u>Les émissions canalisées dans l'air respectent les VLE et sont surveillées aux fréquences suivantes :</u></p> <p>Paramètre : poussière Procédé spécifique : séchage : VLE en mg/Nm3 : 10 Fréquence de surveillance : une fois par an La VLE est de 20 mg/Nm3 pour le séchage du lactosérum en poudre déminéralisé, de la caséine et du lactose.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le rapport de la campagne de mesure (Concentration de Poussières et Flux de Poussières) effectuée par l'APAVE en juin 2025 concernant les tours de séchage n°2 et n°3. Le rapport de l'APAVE conclut par:</p> <ul style="list-style-type: none"> • La conformité de la tour de séchage n°2 : <ul style="list-style-type: none"> ◦ mesures: 0,15 mg/m3 et 0,013 kg/h (VLE :10 mg/m3 et 4,3 kg/h) • La non conformité de la tour de séchage n°3: <ul style="list-style-type: none"> ◦ mesures: 159 mg/m3 et 10,5 kg/h (VLE :10 mg/m3 et 4,3 kg/h) <p>Toutefois, l'inspection a été informée par un dossier de porter à connaissance déposé en décembre 2023 des travaux de conformité suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La réhabilitation entière de la tour de séchage n°1 (à l'arrêt depuis 2017) en y intégrant un filtre à manche. • L'arrêter de la tour de séchage n°3 non conforme après la remise en service de la tour de séchage n°1. <p>L'inspection a constaté que les travaux étaient en cours et que le filtre à manche était entreposé à l'extérieur.</p> <p>L'exploitant prévoit la fin des travaux, la mise en service de la tour n°1 et l'arrêt de la tour n° 3 à la fin du premier semestre 2026 alors que son planning prévisionnel détaillé dans son dossier de porter à connaissance prévoyait une mise en service en septembre 2025.</p> <p>Toutefois, dans son courrier du 28 août 2023, la DREAL informe l'exploitant de ses obligations: <i>"Le respect de ces MTD (meilleure techniques disponibles) vous sera applicable à compter du 4 décembre 2023, soit 4 ans après la parution desdites conclusions au Journal officiel de l'Union européenne, en vertu de l'article R. 515-70 du Code de l'environnement [...]"</i> <i>En particulier, j'attire votre attention sur le fait que la valeur limite de rejet en poussières</i></p>

desinstallations de séchage destinées à la production de lait en poudre sera de 10 mg/m³ (20 mg/m³ pour le séchage du lactosérum en poudre déminéralisé, de la caséine et du lactose). Je vous demande d'engager dès à présent, si nécessaire, les actions en vue de respecter cette valeur limite. Un contrôle annuel des rejets atmosphériques des installations de séchage devra être réalisé à compter de 2024."

Devant les retards accumulés, d'une part au regard de la réglementation qui rend applicable les MTD à compter de décembre 2023, d'autre part au regard du planning annoncé dans le dossier de porter à connaissance déposé en décembre 2023, qui engageait l'exploitant pour septembre 2025, l'inspection propose un arrêté de mise à demeure à la signature de monsieur le préfet pour non respect de la réglementation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier le retard des travaux par rapport à son planning prévisionnel qui prévoyait une mise en service de la tour n°1 et l'arrêt de la tour n°3 en septembre 2025. L'exploitant doit envoyer à l'inspection son planning modifié tenant compte de l'échéance fixée par un arrêté de mise en demeure proposé à la signature de monsieur le préfet.

La mise en demeure laissera à l'exploitant trois mois pour se mettre en conformité à l'égard de la directive IED.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Point n°2 : Valeurs limites de rejet des eaux industrielles résiduelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2003, article 14.9

Thème(s) : Risques chroniques, eaux industrielles Résiduelles

Prescription contrôlée :

Valeurs limites de rejet des eaux industrielles résiduelles

Leur pH doit être compris entre 5,5 et 8,5 et leur température doit être inférieure à 30°C

Polluant concentration en mg/l Flux polluant maxi en kg/j

MEST 30 30

DBO5 20 20

DCO 125 125

Azote globale 15 15

Phosphore total 2 2

Constats :

Plusieurs dépassements ont été observés entre Septembre 2024 et Aout 2025.

Septembre 2024:

- volume moyen journalier : 20 dépassements de la VLE
- MES: 1 dépassement du flux massique au delà de 2 fois la VLE.

Octobre 2024:

- volume moyen journalier : 9 dépassements de la VLE

Décembre 2024:

- volume moyen journalier : 20 dépassements de la VLE
- Phosphore : 2 dépassement de la concentration et du flux massique au delà de la VLE

Janvier 2025:

- volume moyen journalier : 25 dépassements de la VLE

Février 2025:

- volume moyen journalier : 10 dépassements de la VLE

Mars 2025:

- volume moyen journalier : 13 dépassements de la VLE

Avril 2025:

- volume moyen journalier : 23 dépassements de la VLE

mai 2025:

- volume moyen journalier : 12 dépassements de la VLE

Juin 2025:

- volume moyen journalier : 14 dépassements de la VLE et un dépassement de 2 fois la VLE

Juillet 2025:

- volume moyen journalier : 11 dépassements de la VLE
- Phosphore : 1 dépassement de la concentration et du flux massique supérieurs à deux fois la VLE

Aout 2025:

- volume moyen journalier : 16 dépassements de la VLE
- Phosphore : 1 dépassement de la concentration et du flux massique supérieurs à la VLE

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Un délai de trois mois est laissé à l'exploitant pour présenter à l'inspection un plan d'action pour respecter les valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral du 02/10/2003.

A défaut d'être en capacité de respecter les valeurs limites fixées par son arrêté d'autorisation, l'exploitant devra déposer une demande pour revoir à la hausse les volumes moyens journaliers rejetés, sur la base d'un argumentaire détaillé qui devra notamment comprendre un examen de la compatibilité du rejet par rapport au milieu récepteur, dans le cadre d'un dossier de porter à connaissance.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Point n°3: périodicité des mesures de rejets des eaux industrielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2003, article 14.11
Thème(s) : Risques chroniques, périodicité des mesures
Prescription contrôlée : Avant que les rejets d'effluents issus de la station d'épuration n'atteignent le milieu récepteur, des contrôles de leur qualité sont réalisés par l'exploitant sur des prélèvements moyens, représentatifs de la période considérée. A cette fin, un échantillonnage représentatif du rejet d'eaux résiduaires, effectué à la sortie de la station, ainsi que des analyses et mesures des eaux prélevées sont effectuées dans les conditions suivantes : Paramètres Fréquence des analysés Températures Quotidienne PH Quotidienne MEST Quotidienne Hydrocarbures Annuelle DBO5 Trimestrielle DCO Quotidienne
Constats : Il est constaté dans l'application GIDAF que l'exploitant respecte la périodicité des relevés d'autosurveillance.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Point n°4: transmission de l'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2003, article 14.12
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Prescription contrôlée : Une synthèse de ces résultats d'autosurveillance accompagnée de commentaires est adressée mensuellement à l'inspection des installations classées.
Constats : Il est constaté que les informations du cadre de l'autosurveillance dans l'application GIDAF sont correctement remplies.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Point n°5: confinement des eaux polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/10/2003, article 14.14
Thème(s) : Risques chroniques, Bassin de confinement
Prescription contrôlée : Le pétitionnaire doit équiper les installations d'un bassin de confinement. Ce bassin doit pouvoir recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un

<p>accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction. Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié. Leur rejet doit respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.</p> <p>L'exploitant fixera en collaboration avec la direction départementale des services incendie et de secours la capacité minimale d'accueil de ce bassin.</p> <p>L'exploitant veillera ensuite à ce que le bassin de confinement conserve en permanence sa capacité minimale d'accueil.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il est constaté que l'établissement n'est pas équipé d'un bassin de confinement car il ne dispose pas actuellement de la surface nécessaire.</p> <p>L'exploitant a toutefois présenté à l'inspection les travaux d'aménagement prévus sur la période 2028-2029 qui permettront la mise en place d'un bassin de confinement.</p> <p>Afin d'optimiser la surface pour l'implantation d'un bassin de confinement, l'exploitant prévoit de déplacer le bassin d'aération de la STEP et de réduire sa surface.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit envoyer la description des actions qui permettent actuellement de compenser l'absence de bassin de confinement et le planning des travaux prévus pour cet aménagement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Point n°6: Légionelle

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/12/2013, article 26</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les prélèvements et analyses permettant le suivi de ces indicateurs sont réalisés par l'exploitant selon une fréquence et des modalités qu'il détermine afin d'assurer une gestion efficace du risque de prolifération et de dispersion des légionelles. Toute dérive implique des actions curatives et correctives déterminées par l'exploitant, dont l'efficacité est également suivie par le biais d'indicateurs.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les résultats de l'autosurveillance effectuée en 2025 sont conformes (légionelle non détectée).</p> <p>Les résultats du contrôle inopiné effectué en octobre 2024 sont conformes (légionelle non détectée).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

